Chambre des Représentants.

SESSION DE 1868-1869.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 3

POUR LA SÉANCE DU VENDREDI 18 DÉCEMBRE 1868.

I. — Prompts rapports.

M. VANDER DONCKT, 1^{er} rapporteur.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
1.	19906.	Par pétition datée d'Arlon, le 7 décembre 1868, La chambre de commerce d'Arlon présente des observations contre le projet de diriger par Meix, devant Virton, le chemin de fer à construire pour l'arrondissement de Virton, et demande qu'on adopte le tracé de Virton par Ethe, Saint-Léger, Etalle et Habay. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
2.	19908.	Par pétition sans date, Les sieurs Maubacq, Collignon et autres délégués de conseils communaux demandent que le tracé par Habay-Saint-Léger soit adopté pour le chemin de fer de Virton. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
3.	19870. 19900.	Par pétition datée de Blankenberghe, le 27 novembre 1868, Le sieur Koukelberge prie la Chambre d'ordonner une enquête sur la situation de la caisse de prévoyance en faveur des pêcheurs.

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

Même demande d'habitants de Blankenberghe. — Concl.
— Renvoi à M. le Ministre des Affaires Etrangères.

4. 19869. Par pétition sans date,
Le sieur Rutgerts prie la Chambre d'apporter des modifications au mode de nomination des notaires. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
5. 19789 Par pétition datée de Blanden, le 11 mai 1868,
Le sieur Janssen demande la révision de la loi sur le notariat. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

M. T'SERSTEVENS. 2^e rapporteur.

- 6 19909. Par pétition datée de Bruxelles, le 9 décembre 1868,
19915. Les sieurs Tarlier, Buls et autres membres de la ligue
19919. de l'enseignement prient la Chambre de réglementer le travail des enfants dans l'industrie.
Même demande des sieurs Devillez, de Puydt, Bergmans et Bonier. — Concl. — Renvoi à la commission permanente de l'industrie.

II. — Rapports ordinaires.

M. BEKE, 1^{er} rapporteur.

7. 19745. Par pétition datée de Gand, le 29 avril 1868,
Le sieur Lammens, franc-batelier, à Gand, réclame l'intervention de la Chambre, afin d'obtenir la décoration de première classe, instituée pour récompenser les actes de dévouement et de courage. — Concl. — Ordre du jour.
8. 19754. Par pétition datée de Bierbeek, le 30 avril 1868,
Le sieur Van Reigen demande que le Département de la Justice publie une liste alphabétique et synoptique des arrêtés, statuts et règlements qui ont cessé d'être en vigueur d'après l'art. 138 de la Constitution. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
9. 19687. Par pétition datée de Verviers, le 30 mars 1868,
Le sieur Vergult se plaint que l'agent de la banque nationale à Verviers, refuse de recevoir la monnaie d'argent. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
10.	19741.

Par pétition datée de Campthout, le 22 avril 1868,

Le sieur Liessens appelle l'attention de la Chambre, sur les conséquences de la convention monétaire internationale. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

M. VANDER DONCKT, 2^e rapporteur.

11.	19868.	Par pétition datée d'Andoy-Wierde, le 28 novembre 1868,
Le sieur Oger demande que le Gouvernement fasse abattre les arbres qui bordent la route de Luxembourg, de Namur à Arlon. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
12.	19839.	Par pétition sans date,
Des propriétaires et cultivateurs demandent la suppression des arbres qui bordent les routes de l'Etat, dans la traversée du canton de Gembloux. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
13.	19842.	Par pétition datée d'Ostende, le 17 novembre 1868,
Des propriétaires à Ostende demandent des modifications à la loi, quant à l'exécution du jugement ordonnant le déguerpissement des locataires qui ne payent pas le prix du loyer. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
14.	19835.	Par pétition sans date,
Les propriétaires de petites maisons des communes de Marchiennes-au-Pont et Monceau-sur-Sambre demandent, la révision de la loi qui régit les rapports de propriétaires à locataires de petites maisons. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
-